



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Budget 2003

Plus de questions que de réponses sauf quand ça fait mal !

Québec, jeudi 12 juin 2003 – Le Chantier de l'économie sociale est évidemment attristé de constater la disparition des nouvelles mesures de support au développement des entreprises d'économie sociale qui avaient été annoncées dans le Budget présenté en mars dernier par la ministre de Finances de l'époque, madame Pauline Marois. Des projets structurants d'entreprises d'économie sociale oeuvrant notamment dans les secteurs du tourisme social, de la culture et des médias communautaires sont ainsi compromis. Les crédits alloués aux différents ministères n'ayant pas été déposés aujourd'hui, il est impossible de savoir si certaines de ces mesures pourraient être rendues disponibles dans le cadre des priorités des ministères concernés. Les discussions en cours avec le ministre responsable du Développement économique et régional, M. Michel Audet, laisse entrevoir certaines possibilités pour répondre aux besoins les plus urgents en économie sociale, mais tout cela reste à confirmer.

Tel qu'annoncé, le premier Budget libéral repose davantage sur une stratégie de « stabilisation financière » que de développement économique. Si l'on peut effectivement reconnaître que la multiplicité de crédits d'impôts offerts aux entreprises n'offrait pas souvent les résultats attendus pour la collectivité, ce Budget s'avère plutôt modeste pour nous livrer les intentions du nouveau gouvernement en matière de développement économique. Cette absence de mesures proactives jumelée à l'incertitude qui plane sur les instances de développement local et régional, au moment où le taux de chômage recommence à augmenter, ne peut qu'avoir des conséquences néfastes sur le développement économique et social du Québec.

Dans d'autres domaines, le message est plus clair mais peu rassurant. Le Chantier de l'économie sociale déplore l'absence quasi-totale de mesures de lutte à la pauvreté, malgré l'adoption unanime par l'Assemblée nationale d'une Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

CPE : la mobilisation porte fruit mais l'épée de Damoclès plane toujours

La levée de bouclier qui a suivi l'annonce des intentions du nouveau Gouvernement du Québec de s'attaquer à l'universalité du programme des Centres de la Petite Enfance ainsi qu'à l'importance accordée aux entreprises

sans but lucratif contrôlées par les parents commence à porter fruit. L'épée de Damoclès qui planait sur ce formidable acquis social n'est pas tombée aujourd'hui. Mais elle plane toujours puisque le ministre des Finances, M. Yves Séguin, a réitéré son questionnement sur la pertinence de faire payer davantage les parents « mieux nantis ». Le gouvernement annonce des consultations sur ces questions pour les prochains mois. Pour nous, les consultations sont déjà bien amorcées. La pétition en faveur des CPE a recueilli plus de 107 000 signataires au cours des derniers jours. Et la consultation se poursuivra samedi, dans la rue, lors de la manifestation qui aura lieu samedi à 13h au Carré Dominion à Montréal.

-30-

Pour information : Jean Robitaille (514) 899-9916, poste 226 ou 514-929-5943 (cellulaire)
Responsable des communications
Chantier de l'économie sociale

L'économie sociale, secteur en constante évolution, représente au Québec plus de 6200 entreprises collectives oeuvrant dans des secteurs diversifiés, allant des services aux personnes à la production manufacturière en passant par la préservation de l'environnement. Au-delà des retombées nombreuses au plan social, ces entreprises emploient 65 000 personnes et génèrent un chiffre d'affaires annuel de plus de 4,3 milliards de dollars.

Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et indépendante qui rassemble les acteurs de la société civile québécoise impliqués en économie sociale dans le but de faire la promotion de l'économie sociale et d'en assurer le développement.